

La révolution portugaise oubliée

de 1974-1975, vue par le journal *Combate*

(5^e partie)

Du 16 mai 1975 au 17 juillet 1975

Cette cinquième partie propose la traduction de 5 éditoriaux supplémentaires du journal *Combate* après les 22 premiers déjà publiés sur ce site¹. Chaque éditorial de *Combate* est précédé d'une partie «**CHRONOLOGIE**» reprise de l'excellent *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société*, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne) et de celui de Raquel Varela, *Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, paru chez Agone, en 2018². Cette **CHRONOLOGIE** ainsi que le glossaire permettront aux lecteurs de mettre en relation les analyses de *Combate* avec les principaux événements qui les sous-tendent.

Cette traduction vient compléter plusieurs textes précédemment publiés :

– le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions Ni patrie ni frontières en 2018. Cet ouvrage comprenait notamment la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* (<https://nfnf.eu/spip.php?article530>) ;

– deux préfaces (re)publiées par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>) et traduites sur ce site : <https://nfnf.eu/spip.php?article1004> ;

– «De l'illégalité à la légalité» de João Bernardo (publié en français dans *Combat communiste* n° 5, mai 1975) et accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque (<https://nfnf.eu/spip.php?article1004>) ;

– «Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial» (1981) de João Bernardo, <https://nfnf.eu/spip.php?article982> ;

– le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://nfnf.eu/spip.php?article535>.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 29 mai 2023

¹ <https://nfnf.eu/spip.php?article1009> et <https://nfnf.eu/spip.php?article1010> .

² Le livre de Varela a été écrit dans une optique résolument trotskiste, donc hostile à l'autonomie ouvrière. L'auteure se passionne pour les « divergences » au sein du MFA et les luttes entre partis et groupuscules d'extrême gauche, aussi ai-je réutilisé, dans les introductions chronologiques qui suivent, uniquement les informations concernant les grèves et les luttes des ouvriers d'usine et des salariés agricoles.

CHRONOLOGIE

MAI

30 avril. – Les travailleurs de Transul (société de transport) à Cacilhas décident d’occuper l’entreprise à cause du sabotage économique.

Les salariés occupent l’usine de Saprel et exigent des mesures d’assainissement financier, avant d’autoriser la nationalisation.

Les ouvriers de l’entreprise de confection Tarmiton (Candidinha Junior) occupent l’usine et interdisent au patron d’entrer jusqu’à ce que le droit au travail soit garanti pour tous et que les salaires leur soient versés.

Mai 1975

Les luttes des travailleurs de Torres Sado, à Setúbal, d’ITT-Semicondutores et de Rabor (matériel électrique) se poursuivent.

Le combat d’environ 1 300 travailleuses de Lionesa (textile), à Leça do Bailio, continue : les ouvrières bloquent et occupent l’usine afin d’obtenir de meilleures conditions salariales.

Les travailleurs de la société Alfredo Gonçalves Silva (tapis) occupent l’usine à Carreço (Viana do Castelo), à cause des salaires en retard.

Face à la menace de faillite frauduleuse, les ouvriers de l’entreprise União Metalurgica Bandeira & Irmão, à Vila Nova de Gaia, occupent l’usine.

Les salariés de Sofil (textile), à São Martinho do Campo (Santo Tirso), prennent le contrôle de l’entreprise après avoir découvert la tentative de fraude de la direction.

Les ouvriers de Corfi (textile), à Espinho, dénoncent les manœuvres de boycott économique des patrons.

Les travailleurs de Facar (tubes en plastique et en métal), à Leça da Palmeira, démettent la direction de ses fonctions et sollicitent l’intervention de l’État dans l’entreprise. Les 954 travailleurs prennent en charge la gestion de l’entreprise.

La grève de trois jours du secteur de l’hôtellerie est suivie par 50 000 travailleurs, luttant pour l’application de la convention collective.

Les salariés agricoles de la Casa Agrícola São Jorge (Moura) occupent la propriété Herdade dos Machados.

5 mai. – Environ 110 entreprises du secteur des industries chimiques du Nord décident, en assemblée générale, de convoquer une grève.

Début de la grève des travailleurs de la mairie de Porto qui protestent contre le gel et les disparités de salaires.

Début de la grève de l’industrie hôtelière pour protester contre la non-application de la convention collective. (Une série de mouvements grévistes commence début mai. La grève de l’industrie hôtelière réunit près de 50 000 grévistes. Environ 30 % des établissements n’adhèrent pas au conflit qui prend fin le 9 mai.)

Les travailleurs des *cacilheiros* (bateaux traversant le Tage entre Lisbonne et Almada) prennent le contrôle et gèrent la Sociedade Maritima de Transportes, en adoptant des mesures d’épuration à l’encontre des directeurs.

Grève totale des salariés de la mairie de Porto (environ 3 500). Ils occupent les bureaux, organisent des piquets de grève et maintiennent les services considérés essentiels. (Les travailleurs des mairies de dix communes et le Conseil du district de Porto se mettent aussi en grève, le 7 mai.)

6 mai. – Début de la grève du secteur des industries chimiques du Nord, suivie par plus de 150 000 travailleurs.

Le Syndicat des graphistes convoque un rassemblement à 15 heures, devant le ministère du Travail, pour exiger le contrôle immédiat sur la production par les travailleurs et refuser tout accord au niveau de l’entreprise.

7 mai. – Les graphistes maintiennent les piquets de grève devant le ministère du Travail afin de soutenir l’application de leur cahier de revendications.

L’assemblée générale des travailleurs de la TAP rejette une proposition de grève.

8 mai. – La grève du secteur des industries chimiques du Nord est suspendue.

**9 mai. – Les pêcheurs d’Olhão et de Peniche poursuivent leurs grèves.
Les travailleurs de Mabor cessent la grève.**

10 mai. – Le ministère du Travail déclare que la grève des chimistes est illégale.

Les travailleurs du théâtre lisboète Laura Alves commencent à s’autogérer.

Les travailleurs de Transul (société de transports en commun) luttent pour de meilleurs salaires, davantage d’égalité et de meilleures conditions de travail. Ils occupent les locaux de l’entreprise et écartent les directeurs associés. (Ils prennent en charge la gestion de l’entreprise par le biais d’une commission de travailleurs composée de 18 éléments de trois secteurs et réclament la nationalisation de l’entreprise. Ils ont commencé leur lutte le 20 avril 1975, au moment de l’augmentation du nombre d’autobus à la saison balnéaire.)

Les salariés de la Foire internationale de Lisbonne occupent les locaux et gèrent l’entreprise.

Fin de la grève des 1 300 travailleurs de la papeterie Fernandes, en lutte depuis 1974, après que la plus grande partie de leurs revendications ont été satisfaites.

12 mai. – A Porto, les blanchisseries et teintureriers font grève.

Manifestation des travailleurs de la société Antonio Xavier de Lima devant le ministère de l’Équipement social et de l’Environnement (Lisbonne), pour demander l’intervention de l’État dans la direction de l’entreprise, confrontée à une grave situation financière. La manifestation bénéficie du soutien des travailleurs de Transul, qui mettent des autobus à disposition des manifestants, et des syndicats des chauffeurs de Setúbal, des ouvriers du bâtiment de Setúbal et Barreiro, des métallurgistes d’Almada, des commis de Setubal et des employés de bureau.

14 mai. – Les travailleurs de la mairie de Porto décident de suspendre la grève. Ils donnent un délai d’un mois pour voir leurs revendications aboutir.

Éditorial du 16 mai 1975

(*Combate* n° 23)

L'AUTOGESTION AU PORTUGAL UN PHÉNOMÈNE SOCIAL OUVRIER

Les travailleurs sont conscients que plusieurs processus d'autogestion sont apparus au Portugal comme l'une des formes de lutte dans de nombreuses usines. *Combate* a fait référence à plusieurs de ces initiatives et les a documentées.

La signification et les conséquences de l'autogestion sont d'une telle importance pour le processus révolutionnaire menant à une société sans classes qu'une étude plus détaillée de ce mode de lutte s'impose. Nous commencerons aujourd'hui notre analyse en nous fondant sur des faits concrets et le témoignage de travailleurs actifs dans des entreprises en autogestion.

La chute du fascisme a laissé intacte la structure productive capitaliste. Face à la récession, aggravée par la crise internationale, qui minait cette structure, ni le Gouvernement provisoire ni l'appareil productif n'ont trouvé, jusqu'à présent, de réponse satisfaisante qui puisse enrayer l'accélération d'une situation de stagnation économique dont les travailleurs seront les victimes, une fois de plus.

C'est dans ce contexte qu'ont surgi les tentatives d'autogestion. Dans quels secteurs ? Avec quels objectifs ? Quelle est l'attitude du gouvernement et des autres forces politiques face à ce phénomène ?

Nous pouvons exposer les constatations suivantes : les usines occupées et en autogestion appartiennent le plus souvent au textile, à la confection et aux industries de l'ameublement et des produits laitiers. Pourquoi ? Ces industries relativement «pauvres» utilisent des techniques simples, que des travailleurs sans formation spécialisée préalable peuvent apprendre facilement ; leur production et leur commercialisation reposent sur un circuit court, qui n'implique ni organisation du travail complexe ni agents intermédiaires (on achète le fil et on produit un morceau de tissu qui, dans telle ou telle usine, est prêt à être fabriqué ; ou bien l'on achète du bois et quelques autres matériaux et le meuble est prêt pour le marché).

Ces caractéristiques, en particulier celles qui concernent la main-d'œuvre à utiliser, sont liées à d'autres facteurs économique-sociaux : tout d'abord, elles éveillent l'intérêt d'investisseurs nationaux et surtout étrangers, qui, dans des conditions de rentabilité optimales, peuvent créer des usines et être compétitifs sur le marché. Par conséquent, dans de nombreux cas, le financement et le fonctionnement de ces entreprises sont à la merci d'investisseurs, qui, par ailleurs – et c'est le deuxième point – ont constaté que les travailleurs se trouvent dans une situation tellement précaire qu'elle les empêche de prendre conscience de leur dépendance et de chercher des solutions pour eux-mêmes. Cette main-d'œuvre bon marché, non qualifiée, vit principalement dans des zones rurales, même lorsqu'elles sont situées dans de petites villes ou villages – comme dans le Minho et le Douro Litoral³ – où de nombreux ouvriers améliorent un peu leur salaire misérable en cultivant la terre et en élevant des animaux. Ces travailleurs n'ont pas connu les associations et les luttes ouvrières qui existent fréquemment dans les villes importantes et les grandes entreprises aux techniques plus avancées, qui recrutent une main-d'œuvre plus qualifiée et jouissent d'un accès plus facile à diverses formes d'éducation et de culture.

³ Minho : fleuve et région du nord-ouest du Portugal qui jouxte la Galice espagnole ; Douro Litoral : province septentrionale créée, située sous la région du Minho et dont Porto est la principale ville. Elle a été supprimée en 1976.

L'AUTOGESTION ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pourquoi l'autogestion, que nous considérons, pour les raisons que nous allons présenter, comme une forme avancée de lutte, un phénomène révolutionnaire, apparaît-elle donc dans ces secteurs défavorisés ?

Elle surgit presque toujours lorsque l'entreprise entre en crise : la faillite est déclarée, le patron ferme l'usine ; les revendications des travailleurs sont rejetées ; ou alors l'entreprise périlclite tellement que le patron, démoralisé, l'abandonne purement et simplement entre les mains des travailleurs (mais ce processus n'est parfois ni si pur ni si simple). En un tel moment de crise, le problème est de survivre, donc d'avoir du travail. Pour ce faire, les ouvriers prennent une mesure radicalement nouvelle: ils occupent les locaux ; les salariés – ou une partie d'entre eux – se déclarent «en autogestion» ; l'usine recommence à tourner tant bien que mal ; l'emploi et les salaires correspondants sont, pour le meilleur ou pour le pire, assurés, du moins dans l'immédiat.

A l'euphorie ou à la terreur du premier pas succèdent rapidement les difficultés inhérentes à cette situation et elles transcendent la simple question de conserver son emploi. A ce moment-là, l'autogestion commence à révéler son potentiel : ce nouveau processus n'est pas seulement une mesure plus ou moins heureuse que l'on adopte pour résoudre transitoirement une situation de crise et un risque de chômage.

D'où l'importance d'analyser les possibilités qui se présentent, les réactions des travailleurs et les attitudes des organes du pouvoir politique.

LES ATTITUDES OFFICIELLES

Quelle est l'attitude du gouvernement provisoire et des autres forces détenant – directement ou indirectement – le pouvoir politique (syndicats, partis, organisations de crédit, etc.) à l'égard de l'autogestion ?

Les initiatives d'autogestion apparaissent ou, du moins, prennent forme dans les petites et moyennes entreprises. Lorsque ACTORRALTA ou des entreprises d'une taille similaire se sont déclarées incapables de poursuivre leurs activités et que plusieurs milliers de travailleurs risquaient d'être licenciés, l'État est intervenu. Employant un moyen ou un autre, il a repris l'entreprise, nommé une commission administrative et assuré le fonctionnement de l'entreprise. Pourquoi ?

Si les travailleurs qui veulent garantir leurs emplois et leurs salaires envisagent de prendre le contrôle de leur entreprise et de l'autogérer, comment les nouveaux gestionnaires, les intermédiaires, c'est-à-dire les nouveaux patrons (désormais étatiques), pourraient-ils jouer leur rôle, au stade actuel de développement du capitalisme d'État, si les grandes entreprises devaient être contrôlées et gérées par les travailleurs eux-mêmes au niveau mondial ? C'est là qu'entre en jeu la planification économique, avec tout ce qu'elle implique. Le ministre Murteira⁴ parle d'«*écoles de gestionnaires*». Le pouvoir tente d'intégrer les travailleurs dans les syndicats. Il élabore des projets de comités techniques – avec des jeunes diplômés –, ce qui permettrait de mettre la connaissance de la réalité des sites de production au service du Plan. (Ce serait aussi une façon de résoudre partiellement le problème du chômage chez les jeunes diplômés.)

Cependant, lorsqu'une PME, aux caractéristiques semblables à celles précédemment mentionnées, se trouve dans une situation similaire et se bat pour survivre en instaurant l'autogestion, le gouvernement et les autres tenants du pouvoir politique adoptent une attitude ambiguë ou hésitante ; ils font la sourde oreille, ou semblent se désintéresser du processus en cours. Ils ne l'arrêtent pas pour autant. Pourquoi ? Souhaitent-ils que les travailleurs exercent un contrôle direct, voire qu'ils s'approprient les moyens de production ?

LES DIFFICULTÉS DE L'AUTOGESTION

Tous les travailleurs ne choisissent pas la solution de l'autogestion, parce qu'ils sont arrêtés par une première limite : celle de l'approvisionnement en matières premières. Cette question est aggravée dans les

⁴ Mario Murteira (1933-2013) : économiste, professeur d'université et technocrate social-démocrate, il fut 3 fois ministre dans les années 1975-1975 et vice-président de la Banque du Portugal (*NdT*)

entreprises où ces matières premières sont importées de l'étranger. Mais, même lorsqu'ils achètent la matière première sur le marché national, les travailleurs doivent immédiatement affronter le boycott des fournisseurs capitalistes – et ce boycott sera rarement interrompu. Quand des matières premières sont disponibles dans les stocks de l'usine, celle-ci peut fonctionner pendant une période plus ou moins longue. Lorsqu'ils ne disposent pas de ces stocks, le problème de leur acquisition se pose et elle est rendue difficile non seulement à cause du boycott capitaliste susmentionné, mais aussi en raison du manque de capitaux disponibles. Ainsi, les travailleurs sont obligés de recourir aux organes de l'État pour obtenir des «fonds de roulement». Ils effectuent ainsi le premier pas vers la perte d'autonomie, autonomie conquise dans l'acte d'occuper l'usine. Comme nous le verrons plus loin, le gouvernement et les autres organes de gestion ou de contrôle politique se servent justement de ce besoin vital de capitaux pour tenter d'encadrer et contrôler les travailleurs.

Lorsque ces obstacles sont surmontés par les travailleurs, la mise en place de l'autogestion se poursuit et, avec lui, son apprentissage. Leur lutte est, en premier lieu, conditionnée par deux questions fondamentales : la nécessité de capitaux (en argent ou en matières premières) comme nous l'avons déjà souligné ; et la nécessité d'écouler le produit fabriqué. Dans tous les processus autogestionnaires que nous connaissons, ces deux éléments conditionnent le développement de la lutte : ils limitent sa progression et nuisent, dans une proportion plus ou moins importante, au contrôle des moyens de production par les travailleurs.

LES COMMISSIONS

Tant que les travailleurs sont obligés de penser en permanence à la manière de lever des capitaux ou de vendre leurs produits afin d'assurer leurs salaires, ils peuvent difficilement se poser ou soulever d'autres questions. Les commissions de travailleurs considèrent que tous les salariés doivent participer à la production non pas parce qu'ils auraient le droit de participer à la gestion, mais parce qu'ils doivent absolument augmenter la production pour être compétitifs sur le marché capitaliste. Au début, les travailleurs choisissent un ou plusieurs ouvriers qui, en raison de leurs capacités, seront capables de gérer l'usine – et ils constituent généralement les membres de la commission. Celle-ci rassemble donc ceux qui semblent les plus aptes à diriger l'entreprise. On ne tient pas compte de la formation politique de ces éléments – la question ne se pose pas, et ne peut se poser à ce stade – mais de leur capacité à gérer l'entreprise. Cependant, lorsque les travailleurs se rendent compte, finalement, que le patron n'existe plus, et que la commission prend tous les problèmes en charge, ou les résout, sans vraiment les consulter, ils commencent à la remettre en question.

Dans certaines usines autogérées, la première commission de gestion a déjà été remplacée, non par ceux qui maîtrisent uniquement la gestion, mais par ceux qui gèrent l'entreprise en permettant une plus grande participation de tous les ouvriers au processus de production. Cela se produit parce que les travailleurs, bien qu'ils continuent à se soucier principalement de conserver leur emploi et d'obtenir un salaire, se rendent compte, ou sont en train de comprendre, que cette préoccupation est en fait collective. Comme toutes les autres préoccupations. Et c'est en cherchant à résoudre ces problèmes que les travailleurs engagés dans l'autogestion ont été forcés, d'une part, de renforcer la solidarité entre les différentes usines autogérées et, d'autre part, d'étendre cette solidarité (pas seulement économique) à d'autres salariés dans des entreprises qui n'ont pas choisi les mêmes méthodes de lutte.

LA SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE

Les travailleurs savent que les produits d'une usine en autogestion sont difficiles à vendre, non seulement à cause de la crise de leur secteur, mais aussi parce que les acheteurs capitalistes leur ferment les portes du marché. Ils savent que la solidarité d'autres ouvriers, des commissions de travailleurs d'autres usines, peut leur permettre d'assurer la vente de leurs marchandises. Par conséquent, ils se réunissent, discutent et commencent ensemble à décortiquer et comprendre le système capitaliste, à l'analyser dans son ensemble, ce qui renforce leur conscience de classe.

Nous avons dit plus haut que le fait que les entreprises aient un besoin urgent de capitaux permet au gouvernement et aux autres organes du pouvoir de commencer à récupérer ces luttes autonomes.

Ayant épuisé les possibilités initiales de la solidarité économique (et sous d'autres formes) des autres ouvriers, les travailleurs sont obligés de se tourner vers le gouvernement. Il leur faut des capitaux, ils doivent aller les chercher, mais aujourd'hui, les commissions de travailleurs ne se rendent pas toutes seules dans les ministères. Ceux-ci sont considérés comme des organes de pouvoir très éloignés de la classe ouvrière. Pour y obtenir un rendez-vous, il faut être accrédité par des syndicats, parfois même par des «pistonners» de l'Intersyndicale. Le contrôle sur ces travailleurs débute à cette étape. Les travailleurs n'ont pas la permission d'exposer eux-mêmes leur situation, d'évoquer leurs problèmes directement avec ces messieurs du gouvernement. Les intermédiaires – les syndicats – sont toujours présents. Les représentants du ministère posent aux travailleurs des questions bureaucratiques qu'ils ne comprennent pas, qui leur échappent, et qui visent à créer une dépendance vis-à-vis des intermédiaires. Les faire encadrer par les syndicats est la manière la plus simple et la plus rapide si l'on veut essayer de contrôler ces ouvriers.

Si le gouvernement et les autres organes de pouvoir ont dans une certaine mesure intérêt à ce que ces luttes existent, car elles permettent d'éviter que le chômage s'aggrave, ils ne peuvent tolérer leur autonomie croissante.

Ces derniers temps, nous avons remarqué que le gouvernement et d'autres organes du pouvoir tentent de trouver des moyens de contrôler et d'encadrer ces luttes autonomes.

QUELLES COOPÉRATIVES ?

Nous aborderons la question des nationalisations de façon plus détaillée dans un prochain éditorial. En ce qui concerne les coopératives, nous essaierons d'y faire référence brièvement ici, étant donné qu'une analyse plus approfondie devrait résulter de la discussion avec des travailleurs qui participent déjà à un système coopératif – discussion que *Combate* tentera d'organiser.

Nous évoquerons ici seulement quelques questions qui mériteraient une analyse plus approfondie.

Selon nos discussions avec les travailleurs d'entreprises autogérées, dernièrement, lorsqu'ils se rendent dans un ministère afin d'obtenir des subventions ou des prêts, les fonctionnaires leur demandent immédiatement si les représentants ouvriers ont noué des contacts avec la Fédération des coopératives de production. D'autre part, nous voyons les syndicats, qui auparavant ne s'opposaient pas à l'autogestion, insister désormais pour que les entreprises autogérées, ou en passe de le devenir, se transforment en coopératives de production. Les coopératives apparaissent ainsi comme une voie de sortie à essayer, une solution qui leur permettrait d'être intégrés dans la planification économique et de subordonner ainsi le travail productif des salariés de ces coopératives aux directives élaborées par les dirigeants du pouvoir politique.

ATTAQUER LA LOGIQUE CAPITALISTE

Les travailleurs des entreprises en autogestion savent que, pour survivre, il leur faut produire et vendre, d'où leur souci de produire toujours plus.

Le capitalisme sait que si les travailleurs des usines autogérées peuvent s'assurer régulièrement et sans heurts un salaire égal à celui de leurs camarades directement contrôlés par les patrons (du secteur privé ou de l'État), ou si, pire encore, ils atteignent ces niveaux de salaire, ils pourront alors commencer à entreprendre d'autres démarches en vue de leur propre libération. C'est pourquoi les exploiters leur créent toutes sortes de difficultés ; ils essaient de leur faire sentir, de diverses manières, qu'eux, les travailleurs, sont incapables de -gérer eux-mêmes les usines où ils produisent.

Mais seule cette action autonome des producteurs pourra les conduire à surmonter la simple question de conserver leur emploi et leur salaire. Ainsi commencera à émerger la véritable signification de l'autogestion ; ainsi se forgera une conscience et une pratique nouvelles.

La question de l'emploi et des salaires ne représente qu'une partie du problème. L'autogestion ne se réduit pas à une simple solution provisoire en temps de crise ; elle ne se limite pas aux problèmes internes d'une usine ; elle ne peut se contenter de chercher à gérer le capital productif d'une manière différente, de façon à ce que ses produits soient répartis de manière plus équitable entre tous les producteurs, en laissant intact le processus capitaliste global de reproduction de la situation antérieure, en ne touchant pas aux

relations entre les ouvriers et le travail, leurs relations avec les autres travailleurs, avec les autres citoyens, leur classe ou la classe dominante.

Ces luttes expriment, entre autres choses, la possibilité et la nécessité ressenties par les travailleurs d'avancer, de manière décisive, en dehors et indépendamment des organisations syndicales et politiques. De façon indépendante, parce que les salariés des entreprises autogérées, sont contraints de prendre des mesures qui ne peuvent être contenues dans les limites des organisations syndicales ou politiques.

Quand les travailleurs se réunissent et se rendent compte que c'est ensemble, et entre eux, qu'ils devront aborder les questions technologiques et d'autres questions qui se posent, ils commencent à comprendre que leurs problèmes ne se limitent pas à ceux de l'usine, mais englobent ceux de toutes les usines. Alors ils font un pas vers l'affirmation publique de l'inutilité des syndicats, des partis et de l'État.

Collectif de Porto de *Combate*, 5 mai 1975

CHRONOLOGIE

16 mai. – Au cours des derniers jours, dans le Nord, des mouvements grévistes ont surgi notamment à Porto et dans deux secteurs : celui des travailleurs de la mairie de Porto (et d'autres autorités locales du Nord) et dans celui de la chimie du Nord (peintures, savons, caoutchouc, matières plastiques, etc.). Ces luttes surgissent parallèlement à d'autres, telles que celle des travailleurs de l'hôtellerie à l'échelle nationale.

Les pêcheurs de Peniche repartent en mer après une grève qui durait depuis le 20 mars 1975.

Des travailleurs occupent des terres à Montargil (Alentejo).

17 mai. – A Lisbonne, manifestation contre le décret-loi n° 198 A-75 promulgué pour mettre fin aux occupations de logements : ce décret permet l'expulsion des occupants actuels et l'emprisonnement des occupants à venir. La manifestation est convoquée par les Intercommissions de bidonvilles et de quartiers pauvres, des commissions d'occupants et d'habitants de la capitale et des alentours. (10 000 habitants représentant 50 bidonvilles y participent.)

Les commissions de quartier de Porto manifestent pour la révocation immédiate de la «loi sur les occupations».

18 mai. – Les travailleurs d'Efaced-Inel maintiennent l'occupation de l'entreprise. Ils refusent de libérer le directeur commercial tant qu'une employée de service n'est pas réintégrée.

19 mai. – Début de l'«affaire de *República*». Les travailleurs écartent Raul Rêgo de la direction du journal car ils l'accusent d'avoir fait du quotidien l'organe officieux du PS.

A Porto, 15 salariés occupent le bar où ils travaillent, compte tenu des prises de position de leur patron. Ils prennent en charge la gestion de l'établissement.

20 mai. – Les travailleuses de Sogantal célèbrent le premier anniversaire de leur lutte. A cette occasion, les ouvrières présentent une performance sur l'histoire de leur lutte. Elles décident d'occuper à nouveau l'usine pour reprendre la production dans les plus brefs délais car elles avaient jusque-là survécu grâce à la vente des stocks. (Les salariés tentent de contenir l'influence des groupes politiques, tout en remerciant ceux qui les soutiennent.)

21 mai. – Les salariés du journal *República* se réunissent en assemblée générale à l'Institut supérieur du Travail avant d'être reçus au ministère du Travail.

23 mai. – Une quarantaine de travailleurs de la société ADI, à Quebrantões (Gaia) occupent l'usine en y retenant le propriétaire, en raison du non-paiement de leurs salaires.

D'anciens mineurs et des habitants de São Pedro da Cova occupent les locaux administratifs de mines locales, fermés depuis 1969.

25 mai. – Les travailleurs de Radio Renascença occupent les studios de l'émetteur.

27 mai. – Réunis en assemblée générale, les travailleurs (environ 3 300) des chaînes de supermarchés Pão de Açúcar, A.C. Santos et Nutripol décident qu'ils s'appelleront désormais «Supermarchés du peuple».

Les salariés de Radio Renascença occupent les studios de Lisbonne et le centre émetteur à Buraca. Ils décident d'un nouveau logo sonore : «Radio Renascença, au service des travailleurs».

30 mai. – Grève des électriciens de la Companhia dos Fornos Elétricos qui luttent contre leur patron.

La commission de quartier occupe un immeuble vacant, près du quartier lisboète d'Areiro, afin d'y installer une école primaire et une école pour adultes.

Des habitants de São Miguel do Outeiro (Tondela) occupent une propriété appartenant au diocèse de Viseu.

Les salariés agricoles décident d'occuper 3 propriétés, à Vidigueira, sans que le Syndicat des travailleurs agricoles du district de Beja ait autorisé leurs actions.

A Viana do Castelo, les ouvriers de l'usine de tapis de Carreço, appartenant à la société Alfredo Gonçalves Silva, occupent les locaux. Ne recevant pas leurs salaires depuis le 3 mai dernier, ils demandent que les salaires soient réévalués, que la responsable fasse l'objet d'une mesure d'épuration et que les licenciements prennent fin.

Éditorial du 30 mai 1975

(*Combate* n° 24)

Dans de précédents éditoriaux, nous avons analysé comment et pourquoi le capitalisme portugais a évolué vers un contrôle de plus en plus important de la vie économique et sociale par l'État – c'est-à-dire vers un capitalisme d'État. Nous allons maintenant tenter d'analyser le dynamisme actuel de ce processus.

Après le 11 mars 1975⁵, le MFA a effectué un pas de plus vers le contrôle de la vie politique portugaise, en contournant, dans une certaine mesure, les partis politiques. A partir de cette date et avec la nationalisation des banques et de grands secteurs productifs, nos gouvernants ont commencé à affirmer que «*la société portugaise évolue vers le socialisme, le MFA étant le moteur de cette évolution*».

Aujourd'hui, certains responsables du MFA et du gouvernement prétendent avec insistance que les nationalisations ne seront une étape vers le socialisme que si les travailleurs commencent à contrôler l'économie, par le biais de structures autonomes. Ainsi, nous lisons dans le *Boletim das Forças Armadas* (Bulletin des forces armées) du 6 mai : «*dans le cadre du processus révolutionnaire, il faut créer des structures assurant la participation directe des masses populaires à la gestion politico-administrative et économique à tous les niveaux. Cela implique le développement des pouvoirs populaires au niveau local et régional, au niveau du quartier et de l'usine, dans les campagnes et dans les villes*».

Cela signifie-t-il que nous nous dirigeons effectivement vers la construction d'une société socialiste ?

Examinons plus en détail la signification pratique de cette nouvelle dynamique du capitalisme portugais dans son contexte plus global :

Alors que certains évoquent la nécessité pour les travailleurs de s'auto-organiser et de contrôler l'économie, le MFA est désigné comme le moteur de la révolution portugaise – et non les travailleurs auto-organisés eux-mêmes dans leur lutte contre le capitalisme. Une telle proposition crée immédiatement une scission entre le niveau politique et le niveau économique, scission à la base de toutes les sociétés oppressives.

Une société communiste (un nouveau mode de production qui ne serait pas fondé sur l'exploitation et l'oppression), après la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, commence par la gestion de plus en plus directe et de plus en plus large des affaires sociales par les producteurs eux-mêmes, et simultanément par l'appropriation des moyens de production et la gestion du processus de production par les producteurs.

La gestion de plus en plus directe de la vie sociale par les travailleurs inaugure le processus d'extinction de l'instance politique elle-même. L'instance politique est toujours le moyen qu'utilise une strate sociale pour prendre en main la gestion des affaires de toute la société en se séparant des producteurs.

La gestion du processus de production par l'ensemble des travailleurs grâce à l'appropriation des moyens de production permet précisément d'instaurer de nouveaux rapports de production.

Ainsi, la réalisation et le développement des nouveaux rapports de production s'épanouissent sur un terrain où fusionnent le niveau économique et le niveau politique – la constitution des nouveaux rapports de production et la constitution d'une nouvelle forme de pouvoir politique, qui aboutit à l'extinction des instances politiques.

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA «BATAILLE DE LA PRODUCTION» ?

Examinons plus en détail pourquoi nos gouvernants ont intérêt à mobiliser les masses laborieuses par le biais de la gestion économique :

⁵ Rappelons que le 11 mars 1975 fut, après le 28 septembre 1974, la deuxième tentative des éléments les plus à droite de l'armée et de certains partis ultra-réactionnaires de renverser le régime issu du coup d'État militaire du 25 avril qui avait mis fin à un demi-siècle de dictature (*NdT*).

Pour que le développement économique puisse commencer, et que le Portugal sorte de la crise économique⁶ qu'il traverse, les nationalisations ne sont pas suffisantes – il faut avant tout produire davantage. (En effet, les nationalisations augmentent seulement la masse monétaire à la disposition de l'État et accroissent la possibilité d'une meilleure planification et d'une meilleure utilisation des ressources matérielles et humaines.) Compte tenu des difficultés rencontrées pour effectuer de nouveaux investissements productifs, il est d'autant plus important de mieux utiliser ce qui existe déjà. Tel est le premier point fondamental : le gouvernement doit mobiliser les travailleurs en les rendant responsables et en les impliquant dans la vie économique – ce qu'il appelle la «*bataille de la production*».

Un an a passé depuis le 25 avril 1974, et nous avons eu suffisamment de temps pour observer que les partis politiques ne parviennent pas à mobiliser les travailleurs. Des grèves et des occupations ont lieu sans que les partis puissent les encadrer. Les idéologues du capitalisme d'État portugais ont déjà compris que la classe ouvrière devra être encadrée par d'autres structures auxquelles les travailleurs semblent sensibles et qui ne sont pas celles proposées par les partis existants.

Les déclarations d'Otelo Saraiva de Carvalho* à l'Expresso sont très claires : «*Si nous avons vraiment la possibilité de mettre fin à ces luttes partidaires, et d'installer le MFA comme une force politique au-dessus des partis et qui assumerait la fonction d'un mouvement de libération (...), si nous pouvons gagner la totalité des gens de base et les détacher de la direction des partis et qu'ils adhèrent au MFA comme à une force politique au sein de la Nation (...), je suis convaincu que nous donnerions une énorme impulsion à ce pays...*»

Au cours d'un discours dans l'entreprise Sorefame⁷, le ministre de l'Industrie et de la Technologie, João Cravinho, a déclaré : «*Il ne s'agit pas seulement d'établir une distinction entre de bons ou d'excellents travailleurs, nous devons surtout libérer l'énergie créatrice des travailleurs en les amenant à surmonter une crise qui est inséparable du processus de transition vers le socialisme. (...) Il est urgent de mobiliser les moyens nécessaires pour que l'appareil d'État assume de nouvelles responsabilités, en coordination avec les efforts déployés par les travailleurs organisés de manière autonome. Seul le pouvoir des travailleurs pourra contribuer à construire cet appareil d'État. D'autre part, les travailleurs qui s'organisent en ignorant qu'un appareil d'État est nécessaire n'apportent pas une contribution décisive à la marche vers une société socialiste*».

João Cravinho commence par affirmer qu'il faut libérer «*l'énergie créatrice des travailleurs*». Il cherche seulement à exploiter les capacités des salariés de travailler et de s'organiser pour les mettre au service des réformes économiques nécessaires au capitalisme d'État. Le dernier *Boletim das Forças Armadas* affirmait déjà que les travailleurs doivent être «*vigilants face aux éléments incompetents, aux bureaucrates, aux gens vicieux/viciados et à tous ceux qui, dans ces entreprises, continuent à agir comme en d'autres temps*». On voit bien ici quel est l'enjeu de cette mobilisation des travailleurs : elle n'affecte en rien le mode de production capitaliste, mais vise à le rendre plus efficace⁸.

Dans la deuxième partie de son intervention, Cravinho définit la «*société socialiste*» qu'il prétend construire. Une société dans laquelle une instance politique est préservée : l'État, organe extérieur au processus de production et qui n'est pas contrôlé par les travailleurs. Un organe où les différentes couches

⁶ Cette crise a déjà été plusieurs fois analysée dans les éditoriaux de *Combate*. Elle est, en grande partie, une conséquence de la grande récession qui touche l'ensemble du bloc capitaliste occidental, mais elle dépend toujours des conditions particulières du Portugal.

⁷ Sorefame, entreprise créée en 1943 qui construit des composants électriques et mécaniques lourds : équipements hydromécaniques pour les barrages, matériel roulant ferroviaire (wagons, locomotives électriques), rames, etc.

⁸ Dans la société capitaliste, les «*épurations*» ne changent pas en soi les formes de gestion et d'organisation du travail dans les entreprises. Mais quand cet «*assainissement*» est entrepris par les travailleurs, nous devons profiter de ce terrain pour développer les pratiques de lutte de tous les travailleurs, et stimuler la création de nouvelles formes de gestion et d'organisation du travail.

de gestionnaires se stratifieront, et se répartiront entre eux le surplus la plus-value extorquée aux producteurs qui continueront à être exploités de manière identique.

Dans le même temps, des tentatives sont faites, à tous les niveaux, pour freiner les mouvements des travailleurs sur leurs lieux de travail, mouvements considérés comme nuisibles à l'économie.

CE N'EST QUE PAR LA LUTTE QUE LES TRAVAILLEURS PEUVENT PRENDRE CONSCIENCE DES NOUVEAUX RAPPORTS DE PRODUCTION.

Dans le cadre de sa condition salariée, la classe ouvrière développe une lutte constante, sur le marché de la force de travail, pour augmenter les salaires ou les garantir.

Ainsi défini, ce combat ne dépasse pas la sphère du capitalisme, puisqu'il découle de l'existence du marché. Mais ne confondons pas les objectifs et le processus pratique. Au cours de ce processus de lutte, la classe ouvrière peut dépasser les limites étroites d'une lutte économique qui s'inscrit dans le marché capitaliste, et réussir à développer le combat contre le système d'exploitation capitaliste.

Les formes d'organisation issues directement du développement matériel de la lutte – conseils ou comités d'usine⁹ – unissent les masses sur la base de la pratique de la lutte, et non sur la base d'objectifs plus ou moins limités.

Les conseils d'usine donnent à l'ensemble des travailleurs impliqués dans la lutte une pratique qui développe l'expérience du contrôle direct de la production et de la vie sociale, ainsi que les concepts théoriques de ces expériences.

Les conseils sont la forme embryonnaire des futurs rapports de production communistes, parce qu'ils mettent en pratique des formes embryonnaires du contrôle et de la gestion de la production par les travailleurs. Mais ils sont en même temps une forme embryonnaire de l'extinction du pouvoir politique, en tant que corps qui encadrent les intermédiaires élus par les ouvriers.

La dynamique pour le socialisme est donnée par les masses laborieuses dans la lutte, à travers la création de leurs propres structures de pouvoir – les conseils ou comités d'usine – dans lesquels les représentants sont contrôlés par les masses – dans des assemblées ou des réunions plénières de tous les travailleurs – et révocables à tout moment.

Quand le moteur d'une révolution n'est pas l'auto-organisation des masses laborieuses, mais une instance politique qui prétend les représenter et échappe à leur contrôle, comme le prétend le MFA portugais, la société qui se construit n'est pas une société communiste, mais une forme de capitalisme d'État. Les formes d'extorsion de la plus-value et de sa redistribution seront différentes, mais l'exploitation et l'oppression se poursuivront sous de nouvelles formes !

Les travailleurs doivent rejeter tout encadrement extérieur de leur lutte et développer de plus en plus la pratique de la lutte autonome à travers de nouvelles expériences. En tirant parti du nouveau terrain créé par ce que l'on appelle la *«participation des travailleurs à la gestion de la vie économique»*, dans un champ de lutte plus large, en amenant des masses de plus en plus larges de travailleurs à développer un contrôle direct de la production et de la vie sociale.

⁹ Ces conseils (comme les conseils d'habitants, de quartier, etc.) présentent des caractéristiques similaires et peuvent également se former, sans liens directs avec la production.

CHRONOLOGIE

Juin 1975. – Vague d’occupations en réponse au décret-loi 198-A75 qui oblige l’expulsion de toutes les familles occupant des logements.

Création de la coopérative productrice agricole de Vale do Mouro, à Aveiras de Cima.

Les travailleurs de la propriété Quinta da Vargem, latifundium de 20 000 hectares, dressent un bilan de l’occupation.

1^{er} juin. – Les commissions de quartier de Beja et de Morgada de Apariça et les associations de quartier de Pelame et de Boa Esperança convoquent la première assemblée générale des habitants de Beja.

Les couturières de Casa Candidinha, à Porto, prennent en charge la gestion de l’usine et contrôlent la production.

2 juin. – Les locaux des supermarchés Bom-Barato sont occupés.

5 juin. – Occupation des locaux de Sanimar, entreprise de matériaux de construction.

6 juin. – Dans certaines zones de la périphérie de Lisbonne, les professeurs vacataires se mettent en grève, estimant que le ministère de l’Éducation et de la Recherche scientifique ne représente pas leurs intérêts.

Environ 32 travailleurs de l’usine Union Metalúrgica Bandeira & Irmão, à Canelas (Vila Nova de Gaia), séquestrent leurs patrons pour exiger l’application de la convention collective. Les travailleurs refusent de gérer l’usine et ne libéreront les patrons qu’à condition que leurs droits soient respectés.

7 juin. – Les salariés agricoles occupent 3 propriétés à Fias (Bas Alentejo).

Le personnel des salles de cinéma fait grève dans tout le pays pour l’homologation de la convention collective.

9 juin – Les employées de la cantine de l’Inatel de Setúbal entament une grève pour faire aboutir leurs revendications concernant les conditions d’hygiène.

Les travailleurs de Lusodelta décident d’occuper l’usine car leurs salaires d’avril et de mai ne leur ont pas été versés. Ils protestent contre la fuite du capital et l’utilisation d’équipements endommagés et contrefaits.

A Lisbonne, les postiers manifestent pour que leurs salaires soient réévalués, afin que des mesures d’épuration soient prises à l’encontre des éléments proches du régime salazariste et pour contrôler l’activité de l’entreprise.

12 juin. – Grève des professeurs du district d’Evora.

Éditorial du 17 juin 1975

(*Combate* n° 25)

DE JUDAS A OTELO

ARRESTATIONS DE MILITANTS DU MRPP

En quelques heures, des centaines de personnes ont été arrêtées, et des locaux d'un mouvement politique (et même certains lieux publics – lycées et universités) ont été saccagés et endommagés.

Pour l'instant, seul le MRPP est visé.

Beaucoup de gens n'ont pas été surpris que le MRPP soit le premier à être attaqué, en raison des caractéristiques de sa pratique politique ; mais la violence, l'ampleur de l'attaque et le dispositif policier mis en place ont pu surprendre.

De nombreuses menaces claires, ou voilées, avaient été formulées contre le MRPP, émises par le gouvernement, par d'éléments éminents du MFA et des représentants de partis politiques. Seuls manquaient le prétexte et le moment opportun.

Suite aux révélations faites par le MRPP sur l'emprisonnement d'individus liés à l'ELP*, une grande quantité d'informations échappe au contrôle des organes du pouvoir. A tout le moins, la remise en cause du monopole de la police suffit à expliquer pourquoi les organes du pouvoir et leurs partis (in)formateurs ont décidé d'agir. Les accusations, les prétextes, réels ou non, ont été rapidement diffusés et répétés par les différentes forces politiques dites de gauche, et plus ou moins «extrêmes¹⁰». Tout a servi à justifier la répression : de la tentative de créer la discorde au sein du MFA, aux tortures appliquées aux éléments détenus par le MRPP¹¹, en passant par l'accusation d'attitudes provocatrices.

AUTRES CAS DE RÉPRESSION

Cependant, l'attaque contre le MRPP n'est pas sans lien avec d'autres mesures politiques tout aussi répressives sur le plan politique. Le cas du MRPP a atteint des proportions plus importantes en raison de ses répercussions immédiates. Ainsi :

– La commission d'extinction de l'ancienne PIDE*/DGS, suite à la démission forcée de certains de ses membres, a fini par être contrôlée par des personnes liées au PCP. Cela signifie que toute résistance à l'utilisation des fichiers politiques pour mettre en place une nouvelle police politique a désormais disparu.

En fait, il semble que d'anciens dossiers ont déjà été utilisés pour arrêter certains militants du MRPP.

– Les épurations politiques seront désormais effectuées directement par le Conseil de la révolution*, sur la base des informations fournies par l'ancienne commission d'extinction de la PIDE/DGS. «*L'objectif est avant tout de mettre fin à l'arbitraire des épurations, aux épurations sauvages*», a déclaré le lieutenant Judas. En d'autres termes, l'objectif est d'introduire des critères pour les actions des travailleurs en matière d'épuration, ou, ce qui revient au même, de restreindre leurs pratiques de lutte.

Et le lieutenant Judas a ajouté : «Nous ne pouvons pas envoyer au Brésil des personnes qui ont un rôle à jouer dans la nouvelle société que nous construisons, ce qui oblige les travailleurs à envisager l'épuration d'une manière légèrement différente.»

Ici, le lieutenant Judas explique bien quelle nouvelle société le MFA prétend construire au Portugal – une société dans laquelle les cadres joueront un rôle fondamental dans la gestion économique et la vie

¹⁰ Dans la course au pouvoir, toute concurrence est indésirable. Le MRPP* étant hors course, ceux qui s'auto-proclament d'extrême-gauche (de l'UDP* au PRP*), ne manquent pas de manifester leur satisfaction (en utilisant les mêmes arguments que le MFA), même s'ils craignent qu'il leur arrive la même chose.

¹¹ Il convient de rappeler que, dans le passé, des éléments du Parti communiste ont également détenu et frappé des militants politiques, à plusieurs reprises.

politique, et occuperont donc une place privilégiée. Pas question, pour ces gens-là, que les travailleurs, dans leurs luttes, imposent les intérêts de la majorité et soumettent les cadres à leur contrôle total – base d'une société communiste.

– Simultanément, le gouvernement a annoncé une augmentation des tarifs des CTT (Postes et téléphones) qui va augmenter les problèmes financiers de certains journaux. Il affirme «*qu'il ne va pas procéder à la suspension hâtive des organes d'information dont l'utilité publique ne peut être méconnue*». Bien sûr, seul le gouvernement fixe le critère de l'*utilité publique*, et nous nous acheminons ainsi vers une uniformisation de la presse.

Toutes ces mesures sont intervenues au cours des derniers jours. Le ton des discours a radicalement changé par rapport à l'époque précédente. Auparavant, on prônait le contrôle de la production par les travailleurs – comme nous l'avons analysé dans l'éditorial du numéro précédent – et Otelo Saraiva de Carvalho* en était le héraut, avec le soutien immédiat de l'Assemblée du MFA elle-même.

Une chose demeure dans l'ensemble des discours : la BATAILLE DE LA PRODUCTION.

Voyons d'abord pourquoi l'ensemble de la bourgeoisie d'État, au Portugal, s'accorde sur la nécessité de la bataille de la production, puis nous analyserons pourquoi différentes tendances ont surgi au sein du MFA et du Conseil de la révolution (les seuls organes politiques réels) pour atteindre cet objectif.

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION

Après le 11 mars 1975 et avec les nationalisations qui ont suivi, la bourgeoisie d'État portugaise a créé les conditions favorables à une accumulation rapide de plus-value, mais elle n'a pas les moyens de réaliser cette plus-value sur le marché, ce qui permettrait sa transformation en de nouveaux capitaux.

En réalité, à cause de l'importante récession qui affecte l'ensemble du marché extérieur de la sphère américaine, et du retard de nos relations économiques avec l'URSS ou la Chine, l'importance du marché intérieur est grande. Mais, comme le marché de la consommation particulière (nourriture, vêtements, etc.) est secondaire dans le développement économique visé par le gouvernement actuel, et que le marché des moyens de production (machines, matières premières, etc.) ne se développe pas rapidement, il est très difficile de réaliser la plus-value.

Pour les capitalistes d'État, cette constatation économique a entraîné une conséquence sociale immédiate : ils cherchent à assujettir la classe ouvrière en empêchant les grèves, en limitant les augmentations de salaire et en développant des formes de travail gratuit.

LES FORMES D'ENCADREMENT DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui, pour la stratégie de la classe dirigeante, le principal problème est d'encadrer des travailleurs. La nécessité de la «modération» salariale et du développement du travail gratuit exige que cet encadrement se mette en place à court terme.

Au sein du MFA et du Conseil de la révolution, deux positions différentes apparaissent en ce qui concerne l'encadrement des travailleurs.

– La première, défendue par le groupe de Vasco Gonçalves*, Vasco Lourenço* et par le PC, se concentre sur la fusion MFA-PC, dans un sens large incluant également la base du PS* (mais pas ses dirigeants), et toutes les organisations périphériques du PC : FSP*, MES*, MDP/CDE*.

L'encadrement des travailleurs se fera par des formes plus répressives – et plus orthodoxes – qui incluront certainement les structures syndicales.

– La seconde position, défendue notamment par Otelo Saraiva de Carvalho*, avec l'aide de certains partis, comme le PRP* et la LUAR*, vise à développer l'encadrement des travailleurs par le MFA, en marginalisant les partis politiques, avec la formation de nouvelles structures.

Dans ce cas, l'assujettissement sera principalement idéologique. La classe dirigeante actuelle tente de récupérer les organisations autonomes créées dans la lutte par l'initiative des ouvriers. Mais ce modèle d'encadrement des travailleurs est fondé sur une contradiction fondamentale : l'impossibilité de superposer un système visant à brider les travailleurs, à des organisations où ceux-ci exercent leur autonomie politique – commissions de travailleurs ou conseils ouvriers.

Si la première tendance n'a pas inventé une nouvelle idéologie mobilisatrice pour les travailleurs, la seconde, en raison de sa contradiction fondamentale, ne fonctionnera pas sans recourir à la répression.

Dans la réalité concrète, la bourgeoisie d'État portugaise se trouvera dans l'obligation de parvenir à une forme mixte de ces deux tendances, où l'une ou l'autre dominera selon les moments.

Pour analyser les mesures répressives actuelles susmentionnées, il faut tenir compte de ces luttes au sein du MFA et du Conseil de la révolution. Les défenseurs des formes répressives d'encadrement des travailleurs ont, ces derniers jours, imposé leur force et réduit au silence ceux qui s'enthousiasmaient pour la récupération des structures ouvrières autonomes récemment créées dans les luttes.

Mais s'il existe des différences tactiques sur la meilleure façon de convaincre les travailleurs de marquer davantage, l'unanimité règne sur le type de société que ces tendances du MFA veulent construire.

L'ensemble de la société de classe est répressif : d'un côté, une classe gère, décide, possède les connaissances ; de l'autre, une classe produit tout, exécute, mais ne détient pas le pouvoir de décision – elle ne possède même pas le droit de savoir pour qui et pourquoi elle produit. Pour qu'une minorité puisse imposer à la grande majorité des producteurs les objectifs qui lui sont favorables, elle devra toujours ordonner, exiger, réprimer, en cherchant les meilleures formes d'encadrement qui permettent d'exploiter davantage et plus efficacement les travailleurs.

La classe qui détient le pouvoir peut être une bourgeoisie privée (qui possède tous les moyens de production), mais elle peut aussi s'appuyer sur les cadres, les gestionnaires, sous le capitalisme d'État. Lorsque la totalité ou la majeure partie de la richesse passe entre les mains de l'État, les gestionnaires deviennent des exploiters, et décident eux-mêmes de l'orientation de toute la vie économique et sociale. La plus-value extorquée aux producteurs se répartira entre les gestionnaires.

Le communisme se construit grâce au contrôle toujours plus grand de l'ensemble des travailleurs sur la vie économique et sociale. Sur le lieu de travail, là où se déroulent les luttes, dans leurs pratiques, les travailleurs prennent conscience des moyens des formes et des structures qu'ils doivent créer, afin que les pouvoirs de gestion et de décision soient exercés par des couches de plus en plus larges de producteurs et non par une minorité privilégiée. Les cadres et les techniciens, détachés des producteurs et chargés de tâches spécifiques, sont le symbole des sociétés d'exploitation. Pour que le contrôle de la production passe entre les mains des producteurs, les cadres doivent être contrôlés et soumis aux intérêts de la majorité. Ils ne peuvent pas être privilégiés en raison des fonctions qu'ils remplissent.

De nouvelles formes de pouvoir commencent déjà à prendre forme sur le lieu de travail, à travers les pratiques de lutte ouvrières. Mais pour qu'elles deviennent l'embryon de la société communiste, elles doivent être contrôlées par tous les travailleurs, par le biais d'assemblées générales ou de réunions plénières, c'est-à-dire qu'elles doivent être fondées sur le contrôle conscient de tous les exploités. Si la majorité des travailleurs deviennent passifs, les commissions deviennent des organes autonomes qui décident au nom de la majorité, et sont candidats à être les nouveaux-futurs patrons.

**UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE NE SE CONSTRUIT QU'AVEC LA PARTICIPATION ACTIVE
ET CONSCIENTE DE LA MAJORITÉ DES TRAVAILLEURS**

CHRONOLOGIE

18 juin. – Début de la grève des travailleurs des TLP qui va durer seize jours.

20 juin. – Les salariés agricoles qui ont cultivé les terres du duc de Lafões et qui ont été contraints de les abandonner sept ou huit ans auparavant occupent les terrains.

23 juin. – Les travailleurs de Salmar à Lavradio (Barreiro) occupent l'usine et créent la coopérative Coopsal.

25 juin. – A Setúbal, les travailleurs de Sapée occupent l'usine et y retiennent le directeur et le directeur général. Cette décision est motivée par l'absence prolongée de l'administration de l'entreprise.

Les travailleurs de Turiagra (Turismo e Agricultura) et Tegra (Estúdio Técnico e Gráfico) lancent, pour une période de vingt-quatre heures, une manifestation silencieuse et une grève de la faim à l'entrée du palais de São Bento en attendant qu'une commission administrative, déjà sollicitée le 31 mars passé, soit nommée.

27 juin. – 22 anciens travailleurs de Diamang occupent le siège de l'entreprise à Lisbonne, qui a volontairement été abandonné.

30 juin. – Les travailleurs de Bronzes Cetobriga, à Setúbal, luttent pour garantir leurs emplois.

Éditorial du 1^{er} juillet 1975 (*Combate* n° 26)

L'ÉTAT DE L'INFORMATION, L'INFORMATION DE L'ÉTAT

Dans le «Plan d'action politique du MFA» que le Conseil de la révolution a rendu public, un chapitre exprime bien les tendances qui se dessinent en matière de domination sociale dans le domaine de l'information. Le texte préconise de «*transformer un ou plusieurs quotidiens, déjà virtuellement détenus par l'État, en organes officieux*, dont les le traitement de l'actualité et la doctrine reflètent naturellement les positions du MFA». (C'est O estado Da

Nous avons essayé d'attirer l'attention, dans ce journal, sur l'évolution qui se dessine, particulièrement depuis le 11 mars 1975, au niveau de la régulation du capitalisme au Portugal. Cette évolution s'oriente désormais explicitement vers le capitalisme d'État, qui, selon la loi, est déguisé en «transition vers le socialisme». L'information nous permet d'observer ces tendances à l'œil nu : il apparaît clairement qu'un contrôle accru du contenu de la presse écrite et parlée s'avère clairement indispensable aux formes actuelles du mode de production capitaliste au Portugal.

En dehors des mesures proclamées par le Conseil de la révolution et que nous venons d'évoquer, l'interdiction de la presse libérale influente a aussi été débattue, dans la mesure où elle échappe au contrôle économique direct de l'État. (A ce propos, rappelons que, durant la lutte des salariés contre l'administration du *Jornal do Comércio*, le PC avait dénoncé ces travailleurs comme étant des «réactionnaires».) D'autre part, la presse régionale, qui ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre sur le plan économique, est asphyxiée par l'augmentation des tarifs postaux ; quant aux subventions, elles ne sont accordées qu'à ceux qui sont «*utiles au peuple*», mais seules les autorités mesurent cette «utilité». Dans le document susmentionné du Conseil de la Révolution, le MFA proclame qu'il est souhaitable que «le peuple portugais dispose d'une presse quotidienne incontestable» – quotidienne, pour commencer. C'est le cas de tous les organes (comme les publications régionales) qui acceptent de dépendre du pouvoir de l'État. Bien sûr, les journaux qui ne peuvent survivre sans les subventions, ou les facilités accordées par l'État, sont incapables de défendre une ligne critique, à supposer que tel soit leur objectif.

Le processus se dessine donc avec de plus en plus de clarté : le capitalisme d'État tendanciel ne peut consentir à l'existence d'une presse influente qui ne refléterait pas les positions officieuses et l'idéologie

du pouvoir politique : le MFA a donc besoin d'uniformiser la presse quotidienne. Ceux qui pensent que ce facteur est secondaire s'aveuglent eux-mêmes.

A la lumière de l'analyse que nous avons cherché à développer, nos «prédictions» se confirment ; au Portugal, le mode de production capitaliste vit une grave crise d'autorité ; il a besoin de remédier à tout ce qui empire cette situation et il se défend. En l'absence d'un mouvement social prolétarien qui contrecarrerait ce renforcement de l'autorité, le capitalisme d'État est certainement plus qu'une tendance, il est inéluctable. La seule issue, donc, serait que la lutte des travailleurs combatte cette logique et, ce faisant, crée des pouvoirs de contestation, qui remettraient en cause notre vie aliénée et le travail salarié, dont bénéficie le système capitaliste. Dans un tel processus, il n'est pas indifférent pour les travailleurs que la presse soit uniformisée ou pas, qu'elle provoque des controverses ou pas ; en effet, les intérêts des travailleurs ne sont pas les intérêts de l'État, et ce dernier utilisera toutes ses armes contre nous, y compris la presse, bien sûr.

LES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS DOIVENT EXPROPRIER L'INFORMATION

À l'heure où l'on parle tellement – parce que les événements rendent impossible d'éviter cette discussion – du contrôle des travailleurs sur les entreprises d'information et d'une «information au service des travailleurs», il serait opportun que, en dehors des documents publiés dans ce journal, nous essayons de rassembler quelques réflexions qui aideront tous les camarades qui n'ont pas des informations directes sur ces événements à estimer les enjeux de ces débats.

Comme n'importe quelle activité sociale, l'information ne peut être au service des travailleurs que s'ils l'utilisent directement en fonction de leur propre interprétation de leurs intérêts propres.

Ainsi, le problème de l'information repose sur la démocratie ouvrière et populaire en général – démocratie dans laquelle les masses s'auto-organisent afin de décider de leurs objectifs et de les mettre en œuvre directement, à travers les formes institutionnelles de leur propre pouvoir sans le déléguer à des représentants. Lorsque la direction des médias appartiendra aux organismes de la démocratie des travailleurs et que leur mise en œuvre sera contrôlée à tout moment et de façon permanente par les masses auto-organisées, nous pourrons alors parler honnêtement d'une information au service des travailleurs, ou d'une politique populaire de l'information.

Ainsi, bien qu'il puisse s'agir d'un premier pas dans la bonne direction et même s'il est efficace – ce qui est loin d'être le cas dans la plupart des entreprises de presse –, le contrôle par l'assemblée des travailleurs de l'entreprise est encore insuffisant. Dans les conditions spécifiques de ce pays, ce contrôle se prête aux manipulations évidentes des partis et organisations implantés dans l'entreprise en question. Dernier point, mais non le moindre, les travailleurs des entreprises d'information qui sont les mieux placés pour exercer ce contrôle dans la pratique appartiennent à l'«aristocratie ouvrière» (typographes, maquettistes, dessinateurs et journalistes). Depuis le 25 avril 1974, ces travailleurs ont fait l'objet de toutes sortes de manœuvres allant de la corruption (qui a trouvé un terrain fertile) à l'intimidation la plus sauvage.

Dans ces conditions, un seul moyen effectivement démocratique peut permettre d'avancer dans le sens d'une démocratie directe des travailleurs : les assemblées de travailleurs des assemblées et les commissions de travailleurs élues par elles doivent contrôler l'information. Seules les organisations apartidaires¹², les inter-commissions de travailleurs peuvent efficacement et progressivement mettre en place un contrôle démocratique de l'information et surmonter les tentatives d'imposer un contrôle partidaire des journaux et autres publications. Dans de nombreuses entreprises d'information, les

¹² « Au Portugal, la lutte des travailleurs forgea un nouveau terme pour le dictionnaire de la classe ouvrière, le mot "apartidaire" (Danubia, Mendes Abadia, 2018) ; « (...) c'est au Portugal que le mouvement autonome a inventé le terme "apartidarisme", néologisme reconnu et accepté au moins dans les pays d'expression latine ; il désigne la capacité d'unifier la classe ouvrière au-dessus de la division en partis, et souvent contre elle et contre eux. Non seulement l'apartidarisme se distingue de l'apolitisme, mais il en est l'exact opposé. Il s'est agi, pour le mouvement autonome, de s'assumer comme directement politique, sans recourir pour autant à la médiation des partis » (João Bernardo, 1991, p. 363), NdT.

commissions de travailleurs peuvent dès maintenant jouer un rôle décisif pour initier ce processus et avancer des propositions. Les travailleurs de ces entreprises doivent en effet comprendre que seule leur inclusion dans la lutte générale des exploités pour exercer directement leur propre pouvoir leur garantit le soutien indispensable à la réalisation des objectifs proclamés. D'autre part, bien que l'existence de lignes partidaires et de divisions partidaires parmi les travailleurs portugais soit à l'heure actuelle un phénomène inévitable et bien qu'il ne puisse être éliminé que par la dynamique du mouvement de la lutte des classes, et jamais par les mesures autoritaires d'un pouvoir étatique ou para-étatique qui se prétend au-dessus des partis, les travailleurs doivent accepter cette situation et garantir l'indépendance des médias, l'absence de discriminations à leur égard, et l'existence de tendances différentes (bonnes ou mauvaises) au sein de leur classe. Le pouvoir des travailleurs ne doit pas être confondu avec le pouvoir d'un parti sur les travailleurs et en leur nom, comme nous l'avons déjà affirmé à plusieurs reprises dans nos éditoriaux.

Les objectifs que nous exposons ici sont en quelque sorte minimaux. Nous ne nous interrogeons pas sur ce que pourrait être la future information, ni sur les changements de forme et de fonction qu'elle devrait instaurer dans une société autogérée par ses producteurs. Mais, aussi minimes soient-ils, ces objectifs sont loin d'être atteints et paraîtront à beaucoup comme encore éloignés. En tout cas, par manque de données et de moyens, nous ne pouvons analyser ici les conditions de faisabilité à court terme de ces objectifs. Nous pensons, cependant, que seule la lutte pour ces objectifs montrera combien ils sont possibles et difficiles à atteindre. Dans cette lutte, nous n'avons rien à perdre et tout à gagner. En effet, la réalisation de ces objectifs, même si elle s'opère dans un contexte d'inégalité et qui ne sera pas immédiatement mondial, permettrait l'ouverture de nouveaux champs de lutte et créerait sans aucun doute des conditions favorables au développement rapide de la lutte pour le communisme dans toute la société. Nous sous-estimons souvent, nous évaluons mal, à quel point l'information (surtout les quotidiens, la radio et la télévision) sont des instruments de renforcement et de reproduction du système de classes. Ceux qui détiennent le pouvoir d'information décident de ce que les travailleurs doivent savoir ou ignorer, comment et quand ils seront informés ; ils décident de l'interprétation et de l'importance que les événements auront dans la vie du pays ; ils se subordonnent et rendent dépendant de ce pouvoir, presque tout ce qui, dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous, se situe en dehors de son expérience locale. L'information crée un lieu commun, un consensus, une médiation qui tend à uniformiser les réactions individuelles ; elle propose des alternatives restreintes et n'autorise que les interprétations qui ne remettent pas en cause l'ordre établi. C'est le pouvoir du spectacle – le spectacle du pouvoir – et il nous réduit au statut de spectateurs d'une histoire dont l'information nous fait oublier que nous sommes ceux qui la produisent. Dans ce monde, les informations naturalisent les lois du système de classes ; elles leur donnent l'apparence de lois naturelles ; elles insinuent en nous, sans le dire expressément, l'idée que les choses ne peuvent être autrement et, surtout, qu'elles ne dépendent pas de nous.

Tout en sachant aussi clairement que possible pour quoi nous nous battons, nous devons dès maintenant combattre pour une information qui reflète, sous tous ses aspects, l'activité et les initiatives des travailleurs, la voix de leur pouvoir, l'image de leur émancipation et de leur capacité d'autogouvernement. La lutte a déjà commencé, et des cas comme ceux du journal *República* (dont les travailleurs peuvent initier ce processus) et Rádio Renascença la placent à l'ordre du jour.

Comme le 7 février, les travailleurs ont participé en grand nombre (entre 30 000 et 40 000 selon la presse) à une manifestation dite apartidaire. Cependant, il faut garder à l'esprit que ce que l'on appelle l'apartidarisme politique fonctionne beaucoup plus comme un leurre que comme une position sincère. Les partis politiques, surtout les petits, sont obligés d'utiliser l'étiquette apartidaire pour mobiliser les travailleurs, parce qu'ils obéissent toujours à une logique traditionnelle qui consiste à placer leurs intérêts propres au-dessus des luttes sociales. Ils se mobilisent, oui, mais pour leur propre croissance. Néanmoins, c'est dans ces expériences pratiques – dans celles-ci aussi – que les travailleurs trouveront des formes de lutte et d'organisation qui dépasseront les jeux de pouvoir et les intérêts des organisations «privées» et les formes d'auto-organisation qui seront des instruments d'auto-émancipation.

CHRONOLOGIE

Juillet 1975. – Le PS organise des manifestations de masse, la plus grande à Lisbonne, le 19 juillet, en réponse à la situation du journal *República*. Le PPD suit l'exemple et fréquemment les partis de droite, d'extrême droite et le PS manifestent ensemble. Des locaux de partis et d'organisations politiques de gauche sont attaqués dans tout le pays, plus particulièrement dans le Nord et le Centre.

Au cours de la première quinzaine du mois, des salariés agricoles occupent une propriété à Aguiar, (Alentejo).

1^{er} juillet. – Grève totale des travailleurs des Oficinas Geras de Material Aeronáutico (OGMA) d'Alverca (réparation et entretien des aéronefs de l'armée de l'air portugaise, américaine et allemande). Parmi les 3300 travailleurs, environ 1 600 perçoivent des salaires inférieurs à 4 600 escudos par mois. Pour cette raison, ils ont lancé le 25 juin une grève qui se transforme rapidement en grève totale.

La grève des 2 500 pêcheurs de Matosinhos, Porto et Povoá de Varzim prend fin après deux mois de débrayage pour la négociation d'une nouvelle convention collective.

Occupation des propriétés Herdade da Diabroria, à Beringel (Beja) et Herdade do Carregouçal, à Odemira.

2 juillet. – Les TLP poursuivent la grève, bien que les bureaux soient occupés par les forces militaires.

4 juillet. – Les travailleurs de Viagens Marsans Lusitânia occupent les bureaux de l'entreprise, avec le soutien de leur syndicat (celui de la marine marchande, de l'aéronautique et de la pêche), en réponse au boycott économique du patron.

Environ 500 employés des bureaux du secteur du vin du district de Porto poursuivent la grève pour le maintien des primes d'ancienneté.

Les 3 300 travailleurs des OGMA (aéronautique) luttent (grèves partielles, rassemblement de travailleurs, etc.) pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

Les travailleurs de la TAP décident en assemblée générale de lancer une grève progressive à partir du 7 juillet.

Les travailleurs de la société de commercialisation de vins Abel Pereira da Fonseca décident d'interdire l'entrée aux actionnaires de l'entreprise en réponse aux actes de sabotage et à la fraude économique. Ils réclament l'intervention de l'État.

5 juillet. – Les 130 travailleurs d'Empresa Metalúrgica Alentejana, à Beja, décident d'entamer une grève en attendant que la direction se prononce sur l'avenir de l'entreprise. (L'activité a été réduite à quinze jours par mois, mais les salaires, en dépit de ces réductions, n'ont pas été versés.)

6 juillet. – Environ 15 000 travailleurs manifestent à Lisbonne.

Occupation de la propriété Herdade da Casa Branca, à Marmelar (Vidigueira).

7 juillet. – Les habitantes de São Pedro da Cova occupent les bureaux de la Companhia de Minas, fermée depuis 1970, et le transforment en centre révolutionnaire minier.

9 juillet. – Occupation des locaux de la société de commercialisation de vins Abel Pereira da Fonseca, dont les 500 travailleurs maintiennent la production. Ils réclament la nationalisation et la nomination d'une commission administrative par l'État où les travailleurs seraient représentés ; ils veulent que les actionnaires actuels assument l'entière responsabilité de la situation de l'entreprise et exigent des mesures d'épuration.

À Leiria, les travailleurs de l'hôtel Claras gèrent l'établissement dont les patrons ont pris la fuite.

12 juillet. – Environ 5 000 salariés de la TAP décident en réunion plénière de suspendre la grève.

Les commissions de quartier et les commissions de travailleurs de Lisbonne décident en assemblée générale de convoquer une manifestation «apartidaire» le 16 juillet.

14 juillet. – Occupation de terres à Gâmbia (Setúbal) pour créer la coopérative agricole Primeiro de Maio.

15 juillet. – Les travailleurs de l'entreprise belge Sapec à Setúbal (pesticides et engrais) occupent l'usine et retiennent à l'intérieur le gérant et un membre de la direction générale de l'entreprise.

16 juillet. – À Idanha-a-Nova, la commission chargée de mettre en place la coopérative agricole des travailleurs d'Alcafozes occupe les terres de Casa Franco.

17 juillet. – Des manifestations de soutien au MFA ont lieu dans tout le pays.

Éditorial du 17 juillet 1975

(*Combate* n° 27)

QUELS CONSEILS OUVRIERS ?

LE MOUVEMENT OUVRIER AVANT ET APRÈS LE 25 AVRIL

Jusqu'au 25 avril 1974, on peut affirmer catégoriquement que les masses laborieuses du Portugal avaient peu de chance, au cours de leurs luttes contre le capitalisme (pendant toute la période fasciste), de connaître et d'affronter les structures de type parti ou syndicat qui se présentent comme les représentants et les défenseurs de la classe ouvrière. Cet aspect est assez significatif, puisqu'il aide à comprendre pourquoi des grèves ouvrières radicales et autonomes explosèrent après le 25 avril.

C'est précisément parce qu'il n'y avait pas de structures organisationnelles de type parti ou syndicat pour canaliser les luttes des travailleurs vers la «*stabilité de l'économie nationale*», comme le montre, de façon flagrante, l'action de l'Intersyndicale et celle du PCP après le 25 avril 1974, que la radicalisation de l'action autonome des travailleurs a pu atteindre des proportions jamais imaginées.

L'explosion des revendications, qui visaient surtout à atténuer la misère dans laquelle se trouvaient les travailleurs portugais, dépassa rapidement ce stade revendicatif pour se transformer en une attaque frontale contre les structures de base du capitalisme. A des objectifs qui avaient une tendance révolutionnaire, comme la lutte pour une réduction de l'échelle des salaires, se sont agrégées des formes d'organisation directe et démocratique – les assemblées générales de travailleurs.

Comme l'Intersyndicale et le PCP voulaient surtout canaliser ce mouvement vers des objectifs réformistes, une rupture s'est inévitablement produite. Ainsi naquit un mouvement autonome et spontané, qui était l'expression d'un besoin révolutionnaire à la fois contre l'exploitation capitaliste et contre les organisations qui s'opposaient à ces objectifs.

Les assemblées générales ont représenté une étape très importante vers l'émancipation des travailleurs, parce qu'elles émanaient directement des besoins de tous les exploités.

Élues dans les luttes, les commissions de travailleurs reflètent l'émergence du noyau le plus radical parmi les ouvriers. Alors que les salariés élus dans les commissions de travailleurs, s'adaptaient et étaient l'expression des besoins des luttes sur les lieux de travail, un autre mouvement s'élargit et se radicalisa, donnant naissance aux commissions inter-entreprises.

LES COMMISSIONS INTER-ENTREPRISES

En raison des perspectives qu'il avançait, ce mouvement doté d'une base profondément anticapitaliste a ressenti le besoin de s'élargir. La grève de la TAP marqua l'apogée de ce besoin. Lorsque l'occupation militaire de la TAP eut lieu, les ouvriers en grève sentirent que leurs besoins révolutionnaires devaient être étendus et résolus par l'ensemble de la classe ouvrière.

Comme pour la TAP, la plupart des grèves (Lisnave, Efacec, Timex, CTT, Sogantal) ont exprimé un besoin révolutionnaire qui ne pouvait se limiter à la sauvegarde de l'économie nationale. Le cadre de la lutte devait passer du niveau d'une unité de production à un ensemble d'unités de production.

Les commissions inter-entreprises, au début de leur existence, ont correspondu à ces aspirations. Mais à partir du moment où les divers groupes gauchistes les ont infiltrées, les manipulations courantes dans ces organisations se sont répandues, et ce fut le début de la défaite des commissions inter-entreprises. Cependant, la rechute des luttes dans ces entreprises, le manque d'objectifs concrets pour les relier entre elles et la démobilisation de la base ont beaucoup contribué à faciliter le contrôle exercé par ces organisations politiques.

Les camarades des commissions de travailleurs, qui dans les luttes d'usine étaient l'expression radicale de la volonté du mouvement ouvrier, sont devenus dans les commissions inter-entreprises les mandataires et les sergents recruteurs des partis auxquels ils appartenaient.

A partir de ce moment, ces militants révolutionnaires ont seulement servi les intérêts de leurs dirigeants partidaires, intérêts contraires à ceux des masses laborieuses ; ils ont agi de façon de plus en plus

bureaucratique et se sont éloignés de plus en plus des masses. Soit ils ont uniquement servi les idéologies partidaires de leurs groupes ; soit, ce qui est encore plus grave, ils se sont transformés en nouveaux patrons, par le biais des commissions de travailleurs qui actuellement gèrent la quasi-totalité des usines dites autogérées.

Les options partidaires ont commencé à devenir prédominantes au sein de la commission inter-entreprises. Comme ces options ne reflétaient nullement les intérêts des travailleurs, un sentiment de frustration et la perception d'une certaine impasse ont commencé à se développer.

Le PRP a pris conscience de cette situation et tenté de l'exploiter à son avantage, en créant des Conseils révolutionnaires des travailleurs, soldats et marins (CRTSM).

L'IMPASSE DE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA SIGNIFICATION DE L'ÉMERGENCE DES CRTSM

La frustration créée par ces luttes partidaires a conduit à un certain marasme parmi les masses ouvrières. Ce marasme ne se traduit pas seulement par le refus d'adhérer à tel ou tel parti ; pour la classe ouvrière, cela signifie surtout qu'elle comprend que le «*socialisme à la portugaise*» ne demande que des sacrifices.

Le capitalisme ne pourra sortir de la crise qu'il traverse actuellement que si les travailleurs sont prêts à payer avec leur sueur la reconversion de l'économie nationale. Selon leur vocabulaire populiste, le MFA et tous ses acolytes appellent cela la BATAILLE DE LA PRODUCTION.

Le MFA, les partis et les syndicats se sont introduits dans les commissions des travailleurs et les commissions de résidents, pour essayer de récupérer l'énergie spontanée qui fut à la base de la création de ces commissions ; ils ont même été jusqu'à approuver l'apparition de structures radicales, afin d'essayer ensuite de les récupérer.

Le cas des CRTSM illustre ce que peut être la manipulation d'un parti et/ou d'un secteur considéré comme «progressiste au sein du MFA.

Ce n'est pas un hasard si le PRP et le secteur «progressiste» du MFA ont été assez habiles pour structurer les CRTSM comme un tremplin pour de futures manipulations. D'une part, le PRP, en tant que parti, ne peut vivre sans recruter des travailleurs en vue de la conquête de l'appareil d'État – qui seront demain les nouveaux dirigeants et les nouveaux exploités. D'où la nécessité de créer les CRTSM, en tant que structure parallèle pour atteindre ces objectifs. Le secteur prétendument «progressiste» du MFA se sert de ces conseils parce qu'il estime qu'ils pourraient éventuellement stimuler la productivité de la force de travail afin de sortir de la crise actuelle du capitalisme.

Pourquoi ? Parce que ce secteur du MFA a compris que l'Intersyndicale et les partis existants n'ont plus la force de mobiliser les masses ouvrières pour la BATAILLE DE LA PRODUCTION. C'est pourquoi ils essaient d'utiliser ces nouvelles formes d'organisation, susceptibles d'avoir une plus grande représentativité et un plus grand impact sur les travailleurs.

Mais les CRTSM auront-ils un impact sur la classe ouvrière à l'heure actuelle ?

L'IMPASSE DES LUTTES AUTONOMES ET L'ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Face aux forces à l'œuvre dans la lutte des classes actuelle au Portugal, il appartient aux travailleurs de choisir la voie qui s'identifie le mieux à leurs intérêts révolutionnaires.

D'une part, les exploités ont déjà compris que, en fin de compte, les partis et les syndicats ne font que canaliser les luttes en fonction de leurs querelles partidaires, et manipuler les intérêts autonomes de la classe ouvrière.

Les manifestations du 17 juin et du 6 juillet 1975 en sont des exemples significatifs. La manifestation du 17 juin était entièrement instrumentalisée par le PRP, tandis que, parmi les deux qui ont eu lieu le 4 juillet, l'une (convoquée par la commission de la Siderurgia Nacional) a été organisée par l'UDP ; et l'autre (convoquée par les commissions de la TAP, les TLP, Metro, etc.) a été organisée par le MRPP. Leurs objectifs sont toujours les mêmes : mobiliser les travailleurs au nom d'objectifs prétendument apartidaires, afin de réussir à atteindre leurs intérêts partidaires. Ces partis ont besoin de l'étiquette apartidaire pour mobiliser les travailleurs. Oui, ils se mobilisent, mais pour accroître leurs rangs !

Le PRP se distingue par la subtilité des formes organisationnelles qu'il a créées. Plutôt que de convoquer des manifestations dites apartidaires, il a préféré créer une structure qui se prétend apartidaire – les CRTSM. Et c'est sous ce nom qu'il a ensuite développé sa politique.

Les CRTSM ne sont pas des organes nés directement des besoins pratiques des travailleurs en lutte. Mais ils apparaissent au moment où les exploités commencent à ressentir la nécessité de créer de nouvelles formes d'organisation qui dépassent le cadre des structures syndicales et partidaires, et qui relient les différentes luttes de manière plus significative. La classe ouvrière perçoit l'impasse du développement autonome des luttes, la saturation de l'action des partis. De plus, les travailleurs n'ont pas encore découvert des formes d'organisation autonomes qui développeraient les liens entre les différentes luttes. Dans une telle situation, il existe un espace pour les interventions opportunistes.

La nécessité pour les travailleurs de s'organiser de manière autonome, sans être manipulés par les bureaucraties partidaires ou syndicales, subsiste.

Les assemblées générales dans les usines, les quartiers, les hôpitaux, les campagnes, etc., aux niveaux local, régional et national, doivent s'étendre et se développer, et reprendre le flambeau initial des commissions inter-entreprises qui défendaient l'émancipation de tous les travailleurs. Elles doivent être élues démocratiquement et révocables à tout moment ; elles doivent avoir pour fonction de remplir pratiquement ces besoins actuels, dans le but, à l'avenir, de renverser violemment le pouvoir de l'État.

Les travailleurs devront se battre contre toutes les institutions et tous ceux qui personnifient la perpétuation de cette société. C'est tout un monde d'exploitation que devons abattre : il commence dans les usines, les hôpitaux, les transports, le commerce et se termine par l'ÉTAT.

Pour cela, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sans reléguer la satisfaction de leurs intérêts révolutionnaires aux différents dieux de la scène politique portugaise.

GLOSSAIRE

Alves de Brito, Vitor Manuel (1935-2011) : capitaine engagé dans les guerres d'Angola et du Mozambique, il est membre du MFA et l'un des rédacteurs de son programme. Ministre dans les 2^e, 3^e et 6^e Gouvernements provisoires¹³. Membre du Conseil des Vingt et porte-parole du Conseil de la Révolution, il est l'un des signataires du «Document des Neuf» contre «l'Alliance Peuple/MFA» prônée par le PC et la prétendue «gauche» militaire.

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une «province ultramarine» en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Boxers, révolte des : «[...] au-delà de leur xénophobie, les Boxers s'inscrivent dans une filiation millénaire : celle des révoltes paysannes, qualifiées de jacqueries en Europe, qui ont scandé l'histoire de l'empire du milieu ; celle du millénarisme bouddhiste [...]; celle des sociétés secrètes [...]. Le mysticisme patriote est donc au cœur de l'idéologie boxer, les combattants usant même de rituels ou de transe censés les rendre invulnérables [...]. Le recrutement des Boxers s'est néanmoins pratiqué majoritairement dans la paysannerie pauvre et chez les exclus de la société. [...] leur mouvement participa d'une coagulation et d'une maturation d'un véritable nationalisme chinois, qui allait s'épanouir au XX^e siècle. Il mit également un frein définitif aux désirs des Européens de partage du territoire chinois, de par les réactions violentes qu'une telle mise en pièces aurait risqué de déclencher. Plus étonnant, voire paradoxal, le choc subi par le pays suscita une adhésion majoritaire à l'impulsion d'un processus de modernisation, conduit par Cixi jusqu'à sa mort en 1908, seul moyen de mettre fin à la faiblesse chronique de la Chine. Enfin, cette révolte des Boxers alimenta le fantasme du "péril jaune", qui s'imposa dans une partie de l'opinion publique occidentale à compter de la fin du XIX^e siècle¹⁴.»

AOC (Aliança Operária-Camponesa) : groupe maoïste, issu de diverses scissions groupusculaires, et dont les origines lointaines remontent au CMLP qui fut créé, dans l'émigration, en Belgique en 1964. Violemment anticommuniste après le 25 avril, l'AOC se présenta aux élections législatives en 1976 et 1980, et se transforma en Partido Trabalhista en 1979, pour disparaître quelques années plus tard. Son ex-dirigeant (Heduíno Gomes) a très mal fini puisqu'il est aujourd'hui au PSD, et appartient au courant le plus à droite de ce parti réactionnaire.

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Portugês) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis reprivatée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

Caetano, Marcelo (1906-1980) : «Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.» (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une

¹³ Il y aura en tout six Gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976

¹⁴ <https://dissidences.hypotheses.org/traces-du-passe-et-ombre-portee-images-recits/la-revolte-des-boxers-ou-le-persistant-fantasme-du-peril-jaune> .

«province maritime» du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelio Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelio Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Membre du Conseil de la Révolution, il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, «*Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.*» Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite l'UDP, que l'on retrouve aujourd'hui dans le Bloque de Esquerda, parti d'extrême gauche parlementariste

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers Gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloque de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la «majorité silencieuse» qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «réduquer» les mères «déviantes» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho): organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence, déclarations de guerre et négociations de paix, mise en tutelle possible du Parlement, etc.). Il décida de nationaliser les banques et les assurances (qui seront privatisées en 1989) et de lancer une «réforme agraire» (d'ailleurs, liquidée dès 1977).

Rapidement il se divisa en factions et groupes qui s'affrontèrent. A partir de 1976, ses pouvoirs déclinèrent progressivement. En effet, une partie des militaires, dont le général Eanes, président de la République de 1976 à 1986, voulaient eux-mêmes dépolitiser l'armée et redonner le pouvoir aux partis socialiste et de droite. A la dissolution du Conseil en 1982, ses pouvoirs furent répartis entre le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée.

Conseil des Vingt : organisme informel qui, entre le 25 avril 1974 et le 11 mars 1975, réunissait tous les militaires ayant des responsabilités gouvernementales ou politico-militaires, il fut remplacé par le Conseil de la Révolution, le 17 mars 1975, aux pouvoirs très définis.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. *«Le groupe Champalimaud – à la tête duquel se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil¹⁵.»* En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001): actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

CUF : Propriété de la famille Mello, *«la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos¹⁶.»* Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer, notamment dans la santé (20 hôpitaux et cliniques)¹⁷.

Cunhal, Alvaro (1918-2005): fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de

¹⁵ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

¹⁶ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

¹⁷ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires, et... articles domestiques). Patron ultra paternaliste, apprécié du régime de Salazar, il crée le premier système d'aide sociale du Portugal dans sa petite ville natale et pour ses ouvriers. En 1974, l'entreprise compte 2 300 salariés. Le groupe sera liquidé et vendu entre 1994 et 1996 et ses installations seront reprises par d'autres sociétés.

ELP (Exército de Libertação de Portugal, Armée de libération du Portugal) : organisation terroriste d'extrême droite créée par un ancien vice-directeur de la PIDE-DGS en janvier 1975 à Madrid et qui organisa des attentats contre des sièges du PCP (surtout dans le Nord), de groupes d'extrême gauche et l'ambassade de Cuba.

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, *«le groupe Espírito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espírito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.»* (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement «marxiste-léniniste» en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

FSP (Frente Socialista Popular) : groupe issu de la « gauche » du PS en 1974, il soutiendra la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho (tout comme l'UDP et d'autres groupes dits d'extrême gauche) aux élections présidentielles de 1976.

GNR (Garde nacional republicana) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991): professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n°1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«**Groupe des Neuf**» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite, à partir de 1976.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : «*À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des *ilhas* [...] situées à proximité des principaux noyaux industriels*¹⁸». Comme l'explique Wikipedia en portugais : «*Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.*»

Institut national du travail et du bien être (*sic* !): créé en 1933, aux débuts de la dictature de Salazar, cet organisme est censé veiller à l'application des lois sur la «protection» (traduire le contrôle policier) des travailleurs et des lois à caractère «social» (corporatistes, donc).

Intersindical : «*L'Intersindical naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersindical initia une lutte pour le salaire minimum allée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersindical continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.*» (Mendes Abadia, 2010).

Junta de Salut Nacional (Junta de Salvação Nacional : Après le coup d'Etat du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République collectivement, puis désigna Spínola comme chef de l'État en mai. Ce dernier démissionna après le coup raté du 28 septembre 1974 ainsi que ses compères Silvério Marques, Neto et Galvão de Melo, remplacés par cinq autres officiers. La Junta exista jusqu'à la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, et fut remplacée par le Conseil de la Révolution qui, lui, ne fut dissous qu'en septembre 1982.

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations et les grèves.

Lourenço, Vasco Correia (1942-) : officier ayant participé aux guerres coloniales (Guinée), il est membre de la Commission politique du MFA, puis, successivement, du Conseil d'État, du Conseil des 20 et du Conseil de la Révolution jusqu'à la disparation de cet organe en 1982.

LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) (1967-1976): petit groupe d'extrême gauche, «guévariste», prônant la lutte armée et procédant à des expropriations de banques. «*La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes*

¹⁸ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

(apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides» dans les années 1974-1975 (Bernardo, 1975). Deux des fondateurs terminèrent l'un au PPD-PSD, l'autre au PS.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les armateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spinola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires rebelles, il est libéré aussitôt pour devenir... l'un des 7 membres de la Junte de salut national ! Il en sera écarté après la tentative ratée de manifestation de la «majorité silencieuse», à la fin septembre 1974.

Mau-Mau, révolte des : mouvement paysan insurrectionnel survenu durant les années 1952-1956 au Kenya. Expropriés de leurs terres, les Kikuyu se révoltent contre la colonisation. Comme l'armée britannique est beaucoup mieux équipée et expérimentée, elle se livre à une répression sanglante et à des dizaines de milliers d'arrestations.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la «gauche» militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Melo Antunes, Ernesto Augusto de (1933-1999): envoyé trois fois combattre en Angola entre 1963 et 1973, il est le co-auteur de plusieurs documents programmatiques du MFA. Ministre dans les 2^e et 4^e Gouvernements provisoires, il fit partie du Conseil des Vingt, et du Conseil de la Révolution. «[...] il présenta un plan à la veille du coup d'État du 11 mars 1975, qui devint le Deuxième Programme du MFA ; ce plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un Etat qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels» (Mailer, 1978). *Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire, le coup d'État de Spinola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.* (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.

Mello : Propriété de la famille Mello, «la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos¹⁹.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer²⁰.

¹⁹ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

²⁰ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

MFA (Movimento das Forças Armadas) : formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, ce groupe de militaires s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers Gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spínola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national*, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution*. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes)

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970, «résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunesses ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite» (Bernardo, 1975). Rebaptisé PCTP en décembre 1976, il s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses violents discours contre le PCP. «Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime.» (idem)

Neto, Manuel Diogo (1924-1995) : fidèle serviteur du régime salazariste dans les colonies (Angola, Guinée Bissau et Mozambique), il est grimpe tous les échelons jusqu'à celui de général en 1973 ; politiquement proche de Spínola, il occupera le poste chef d'état-major de l'armée de l'air, entre le 29 avril 1974 et le 29 septembre 1974, et demandera sa retraite deux jours après que Spínola eut échoué, une première fois, à renverser le régime issu du 25 avril.

Neto, Agostinho (1922-1979): médecin et militant emprisonné à plusieurs reprises avant l'indépendance, il dirige le MPLA, soutenu par l'URSS et Cuba, et devient le premier président de la République populaire d'Angola en 1975.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. «Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le

28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD²¹»

PCP : le Parti communiste portugais «fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein» (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). «Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretenait des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.» (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã) : créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la «morale» et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible «fédéralisme», etc.

PIDE (Police internationale de défense de l'État) : si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. «La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964²²»

Pinay, Antoine (1891-1994) : maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. Violent anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016) : technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

²¹ <https://setentaequatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

²² Irene Flunser Pimentel, «O que foi a PIDE ? Funcões, poderes e métodos», <https://setentaequatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

Portas, Nuno : architecte, enseignant, il participe aux trois premiers Gouvernements provisoires. Ce membre de la haute technocratie «de gauche» s'intéresse à la politique du logement, à la réhabilitation et à la planification urbaine et la mise à jour de la législation sur l'urbanisme

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits «libéraux» qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980. «*Sous Caetano, les BR se [livraient] exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se [convertirent] en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs*» (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

SAAL : «[...] *le Fonds de développement du logement (FFH), organisme public de financement, lança, le 6 août 1974, le SAAL (Service ambulatoire de soutien local). Cette institution était composée d'un personnel technique spécialisé censé soutenir, à travers les mairies, les initiatives des populations mal logées, afin de collaborer à la transformation de leurs propres quartiers en utilisant les ressources existantes et éventuellement des investissements*» (Lúcia Bruno, 1983). *Le projet du SAAL visait à institutionnaliser le mouvement social dans les quartiers et à empêcher les «occupations sauvages» qui contribuaient à une instabilité sociale nuisible pour le Gouvernement provisoire. Cet organisme était chargé de surveiller le choix des terrains destinés à l'implantation de quartiers d'habitation ; la mise en place des infrastructures – un système d'épuration minimal des eaux usées ; l'attribution des financements, le contrôle des normes et des types de crédits accordés aux habitants ; enfin, il prenait des mesures de planification urbaine qui, en général, avaient été prévues avant le 25 avril 1974. Ce projet, lancé par l'architecte Nuno Portas, proche de la gauche socialiste, correspondait à la nécessité de chercher une solution rapide pour régler le problème du logement. Le pouvoir n'avait pas les moyens financiers et politiques de s'engager dans un programme classique de construction de logements. C'est pourquoi le SAAL défendit l'idée de l'auto-construction*» (L. Leitão, A. Dias, J. Manuel et L. Dianoux, 1980).» (Mendes Abadia, 2012)

São Tomé : cette île proche du Gabon fut une colonie portugaise à partir de 1470, tout comme l'île de Principe, proche de la Guinée équatoriale, et servit au commerce triangulaire de la traite négrière. Même si l'esclavage y fut aboli en 1876, le travail forcé continua à être pratiqué, ce qui provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Principe devint indépendant en 1975.

Sarmiento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «*l'amiral humaniste*» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette «*association pour le développement économique et social*» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «*humanistes*» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de *l'Estado Novo*. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «*Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.*» Pour que Antonio Champalimau puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de

l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux stalinien, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticommunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spínola, António Sebastião Ribeiro de (1910-1996) : activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut «réformer» la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le «mouvement des capitaines», mais son objectif est d'organiser des référendums dans les colonies et d'imposer une période de transition. Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complot pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987) : engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Torrata : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'État à l'Energie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

UDP (União Democrática Popular : groupe maoïste « pro-albanais » créé en 1974 et issu de la fusion de 3 groupes dits « marxistes-léninistes ». En 1999, l'UDP crée avec un groupe trotskiste (le PSR) et un groupe d'anciens membres du PCP (Política XXI) le Blocue de Esquerda (Bloc de Gauche).

UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola) : ce mouvement de libération soutenu par la Chine puis l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Zaïre et la France tirait ses ressources du contrôle d'une partie des mines de diamant et du trafic d'ivoire, ce qui lui permit de lutter militairement contre le MPLA au pouvoir. Il s'est transformé en parti politique en 1992, et a remporté 90 sièges sur 220 aux élections de 2022.

Vilar, Emilio Rui da Veiga Peixoto (1939-) : directeur de banque, il est secrétaire d'État au commerce extérieur et au tourisme dans le premier Gouvernement provisoire, avant de devenir successivement ministre de l'Économie dans les 2^e et 3^e Gouvernements provisoires, député du PS, ministre des Transports et des Communications du premier gouvernement constitutionnel (1976-1978). Il occupera ensuite différentes fonctions importantes dans le secteur bancaire et aussi, en parallèle, dans le domaine de la gestion culturelle, dans le public et le privé (théâtres et fondations).

OUVRAGES ET ARTICLES CITES :

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes famílias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des ceilllets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans *Portugal, la révolution oubliée*, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (*Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)
Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019
João Bernardo, «De l'illégalité à la légalité», *Combat communiste*, mai 1975